



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

Direction des Relations avec les Collectivités Locales
Bureau des enquêtes publiques, des activités foncières et
industrielles

ARRÊTÉ

n° 2011-PREF-DRCL/BEPAFI/SSPILL/337 du 8 juillet 2011

⇒ portant déclaration d'utilité publique :

- pour la dérivation des eaux souterraines,
- pour l'instauration des périmètres de protection autour des forages F1bis (BSS 02197X0216), F2 (BSS 02197X0146), F3 (BSS 02197X0218), F4bis (BSS 02197X0129), F6 bis (BSS 02197X0130) à l'Yprésien et F5 (BSS 0219X0073) à l'Albien, situés sur la commune de VIRY-CHATILLON et des servitudes y afférentes,

⇒ portant autorisation d'exploiter les forages F1bis (BSS 02197X0216), F2 (BSS 02197X0146), F3 (BSS 02197X0218), F4bis (BSS 02197X0129), F6 bis (BSS 02197X0130) à l'Yprésien, au titre des articles L214-1 à L214-6 et L.215-13 du Code de l'environnement

LE PRÉFET DE L'ESSONNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63, et les articles L.1324-3 et L.1324-4,
- VU le Code de l'Environnement, notamment les articles L.210-1, L.211-1 et L.211-5, L.214-1 à L.214-6 et L.215-13, L.216-1, L.216-3 et L.216-4, L.514-6, et les articles R.214-1 à R.214-56, R.216-2,
- VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L11-1 et R11-3 à R11-14,
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment, les articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3,
- VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment l'article 132,

- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
- VU le décret n°2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin modifié par le décret n°2007-397 du 22 mars 2007,
- VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU le décret n°2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans la région et les départements d'Ile-de-France,
- VU le décret du 23 décembre 2010 portant nomination de M. Michel FUZEAU, préfet hors cadre, en qualité de Préfet de l'Essonne ;
- VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0. de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,
- VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. ou 1.3.1.0., de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,
- VU l'arrêté préfectoral n°2006-PREF-DCI3/BE0101 du 9 juin 2006 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux sur le bassin versant Orge-Yvette,
- VU l'arrêté n°2005.PREF.DCI3/BE0007 du 9 janvier 2006 imposant des prescriptions complémentaires à la Société Eau du Sud Parisien pour la poursuite de l'exploitation du puits à l'Albien situé sur le territoire de la commune de VIRY-CHATILLON,
- VU l'arrêté n° 2009-1531 du 20 novembre 2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesure,
- VU l'arrêté n° 2010-PREF-DCI/2-030 du 30 juin 2010 portant organisation de la Direction Départementale des Territoires de l'Essonne,
- VU l'arrêté préfectoral n°2011-PREF-MC-006 du 10 Janvier 2011 portant délégation de signature à M. Pascal SANJUAN, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,
- VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,
- VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 6 juin 2008,
- VU le dossier transmis par la société Eau du Sud Parisien le 11 septembre 2008, complété par courrier parvenu en préfecture le 4 mars 2010,

- VU l'avis du Bureau de l'Eau du Service Environnement de la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture de l'Essonne en date du 16 avril 2010 et confirmé le 5 octobre 2010 par la Direction Départementale des Territoires,
- VU l'avis du Contrôle et Sécurité Sanitaire des Milieux de la Délégation Territoriale de l'Essonne de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France en date du 31 mars 2010,
- VU l'avis du Bureau des Affaires Foncières et des Dotations de l'Etat de la Direction des Relations avec les Collectivités Locales en date du 6 mai 2010,
- VU la décision n°E10000139/78 du Tribunal Administratif de Versailles en date du 18 octobre 2010 désignant M. Roger VAYRAC en qualité de commissaire enquêteur unique,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2010-PREF-DRCL/538 du 24 novembre 2010 portant ouverture d'enquêtes publiques conjointes dont l'objet est susvisé,
- VU les résultats des enquêtes publiques conjointes qui se sont déroulées du 3 janvier 2011 au 25 janvier 2011 inclus,
- VU le courrier du 25 novembre 2010 de la Société Eau et Force, dont le siège social est situé 300 rue Paul Vaillant Couturier à Nanterre (92000), demandant à être le bénéficiaire du présent arrêté préfectoral concernant les demandes susvisées déposées par Eau du Sud Parisien,
- VU l'avis de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Orge-Yvette transmis le 19 janvier 2011,
- VU les rapports et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 25 février 2011, émettant un avis favorable à la déclaration d'utilité publique et à l'autorisation d'exploitation,
- VU le rapport de la délégation territoriale de l'Essonne de l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France, et de la Direction Départementale des Territoires en date du 16 juin 2011 ,
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Essonne dans sa séance du 16 juin 2011,
- VU le projet d'arrêté préfectoral notifié à la Société Eau et Force le 20 juin 2011,
- VU les remarques formulées par la Société Eau et Force par courrier du 28 juin 2011,
- VU ma réponse par courrier électronique du 8 juillet 2011 aux requêtes de la Société Eau et Force du 28 juin 2011,
- VU l'accord de la Société Eau et Force reçu par courrier électronique du 8 juillet 2011 sur le projet soumis le 28 juin 2011,

CONSIDÉRANT qu'il importe de préserver la santé de l'homme notamment en matière d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine et que la mise en place des périmètres de protection constitue l'un des éléments concourant à ce but,

CONSIDÉRANT que quiconque offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine, à titre onéreux ou à titre gratuit et sous quelque forme que ce soit, y compris la glace alimentaire, est tenu de s'assurer que cette eau est propre à la consommation,

CONSIDÉRANT que l'opération projetée est compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la Seine et des cours d'eaux côtiers normands,

CONSIDÉRANT que les caractéristiques de l'opération, respectent les intérêts mentionnés à l'article L210-1 du code de l'environnement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Objet du présent arrêté

Les dispositions du présent arrêté ont pour objet :

⇒ la Déclaration d'Utilité Publique pour la dérivation des eaux souterraines et l'instauration des périmètres de protection autour des Forages F1bis (BSS 02197X0216), F2 (BSS 02197X0146), F3 (BSS 02197X0218), F4bis (BSS 02197X0129), F6 bis (BSS 02197X0130) à l'Yprésien et F5 (BSS 0219X0073) à l'Albien situés sur la commune de VIRY-CHATILLON et des servitudes y afférentes,

⇒ l'autorisation d'exploiter les forages F1bis (BSS 02197X0216), F2 (BSS 02197X0146), F3 (BSS 02197X0218), F4bis (BSS 02197X0129), F6 bis (BSS 02197X0130) à l'Yprésien situés sur la commune de VIRY-CHATILLON,

ARTICLE 2 : Caractéristiques des forages F1bis (BSS 02197X0216), F2 (BSS 02197X0146), F3 (BSS 02197X0218), F4bis (BSS 02197X0129), F6 bis (BSS 02197X0130) à l'Yprésien et F5 (BSS 0219X0073) à l'Albien

Article 2-1 : caractéristiques des forages F1 bis, F2, F3, F4 bis et F6 bis à l'Yprésien

Les forages F1bis (BSS 02197X0216), F2 (BSS 02197X0146), F3 (BSS 02197X0218), F4bis (BSS 02197X0129), F6 bis (BSS 02197X0130) à l'Yprésien et sont implantés dans la parcelle cadastrée n°33 section AR de la commune de VIRY-CHATILLON. Ils exploitent la nappe de l'Yprésien.

L'ouvrage F2 est actuellement utilisé comme de piézomètre de suivi de la nappe à l'Yprésien. Néanmoins, ce piézomètre a la capacité d'être exploité comme forage d'alimentation en eau potable ; sa conversion dépendra des conditions futures d'exploitation de cette ressource et des besoins d'alimentation.

| Forages | F1bis | F2 | F3 | F4bis | F6 bis | F5 |
|-------------------|------------|-----------------|------------|------------|------------|------------|
| Code BSS | 02197X0216 | 021997X014 6 | 02197X0218 | 02197X0129 | 02197X0130 | 02197X0073 |
| X Lambert II | 603 997 | 603 912 | 603 837 | 603 852 | 603 952 | 603 962 |
| Y Lambert II | 2 408 480 | 2 408 425 | 2 408 510 | 2 408 577 | 2 408 375 | 2 408 505 |
| Z (m NGF) | 34,6 | 35,1 | 35,2 | 34,1 | 34,5 | 34 |
| Année de création | 1958 | 1932 | 1932 | 1967 | 1967 | 1931 |

| | | | | | | |
|---------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Profondeur (mètres) | 129.37 | 115.95 | 117.32 | 127.93 | 127.93 | 688.75 |
|---------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|

Article 2-2 : caractéristiques du forage F5 à l'Albien

Le forage F5 (BSS 0219X0073) est implanté dans la parcelle cadastrée n° 33 section AR de la commune de VIRY-CHATILLON. Il exploite la nappe de l'Albien.

Les coordonnées topographiques en Lambert zone II étendue sont :

X = 603 962 m, Y = 2 408 505 m,

Profondeur : 688 mètres environ

TITRE I – DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

ARTICLE 3:

Sont déclarés d'utilité publique, au profit de la Société EAU et FORCE (300 rue Paul Vaillant Couturier -92000 Nanterre), également dénommée « le bénéficiaire des servitudes » :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir des forages F1bis (BSS 02197X0216), F2 (BSS 02197X0146), F3 (BSS 02197X0218), F4bis (BSS 02197X0129), F6 bis (BSS 02197X0130) à l'Yprésien sis sur la commune de VIRY-CHATILLON,
- la création des périmètres de protection immédiate et rapproché autour des forages F1bis (BSS 02197X0216), F2 (BSS 02197X0146), F3 (BSS 02197X0218), F4bis (BSS 02197X0129), F6 bis (BSS 02197X0130) à l'Yprésien et F5 (BSS 0219X0073) à l'Albien sis sur la commune de VIRY-CHATILLON,

ARTICLE 4 : Instauration des périmètres de protection

Il est établi autour des ouvrages F1bis (BSS 02197X0216), F2 (BSS 02197X0146), F3 (BSS 02197X0218), F4bis (BSS 02197X0129), F6 bis (BSS 02197X0130) à l'Yprésien et F5 (BSS 0219X0073) à l'Albien, des périmètres de protection immédiate et rapprochée délimités conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire annexés au présent arrêté.

Article 4-1 : Dispositions communes aux périmètres de protection immédiate et rapprochée

- I. Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementé qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention à la Délégation Territoriale de l'Essonne de l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France et au Bureau de l'Eau du Service de l'Environnement de la Direction Départementale des Territoires de l'Essonne en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés, en particulier l'avis d'un hydrogéologue agréé aux frais du pétitionnaire.
- II. Toutes mesures devront être prises pour que la Société Eau et force et son exploitant Eau du Sud Parisien, le préfet de l'Essonne, la Délégation Territoriale de l'Essonne de l'Agence

Régionale de Santé et le Service de la police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires de l'Essonne soient avisés sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

- III. La création de tout nouveau forage destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

Article 4-2 : Périmètre de protection immédiate

Il est constitué par la parcelle n° 33 de la section AR du cadastre de la commune de VIRY-CHATILLON.

Ce périmètre correspond à l'ensemble de l'usine des eaux de Viry-Châtillon en excluant les habitations. Il est clos, fermé à clé par un portail de 2 mètres de haut, inaccessible au public, et équipé d'une alarme anti-intrusion reportée.

Le périmètre de protection immédiate est propriété de la Société Eau et Force.

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate :

- Les activités, circulations, constructions, stockages ou dépôts qui ne sont pas strictement nécessaires pour l'exploitation et l'entretien des installations de captage et de traitement sont interdites.
- Le parcage et pacage d'animaux sont interdits ainsi que l'épandage de tout engrais aussi bien chimique que naturel, et de toute substance comportant des produits désherbants, des hydrocarbures, ou toute matière pouvant être considérée comme polluante.
- Les terrains des périmètres immédiats seront entretenus régulièrement et désherbés mécaniquement, en particulier sur les berges. L'intégrité parfaite de la clôture devra être maintenue.

Article 4-3 : Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée concerne la Seine et l'ensemble des parcelles situées sur les communes de Draveil (91210), Grigny (91350), et Ris-Orangis (91130), et Viry-Châtillon (91170), selon le plan annexé au présent arrêté.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée sont interdites les activités suivantes :

- la création de toute nouvelle installation de transit, stockage et/ou traitement de déchets, que ce soit à l'air libre ou sous tous moyens de protection, de matériaux inertes ou non inertes, et tout dépôt sauvage de déchets,
- excepté les stockages permanents d'hydrocarbures, l'implantation ou l'extension de toute ICPE, soumise à autorisation et présentant un risque d'atteinte à la qualité de l'eau de la Seine,
- les rejets nouveaux ou modifiés des ICPE existantes soumises à autorisation présentant un risque d'atteinte à la qualité de l'eau en Seine,

- toute création ou extension d'un stockage permanent d'hydrocarbures, à l'exception des projets d'extension ayant déjà donné lieu à dépôt d'une demande d'autorisation et avis des services de l'État antérieurement au présent arrêté de DUP,
- l'ouverture de carrières et l'exploitation de granulats,
- tous nouveaux épandages superficiels, déversements ou rejets dans le sous-sol par puisards, puits dits filtrants, anciens puits, excavations, d'eaux usées, d'eaux vannes, de lisiers, de boues de stations d'épuration, de matières de vidange, etc.,
- tout rejet d'eaux usées (nouveau ou faisant l'objet de modification ou de réaménagement) dépassant le seuil de déclaration (article R.214-1 du Code de l'Environnement, Livre II, Titre 1^{er}),
- tout rejet d'eaux pluviales (nouveau ou faisant l'objet de modification ou de réaménagement) issu d'une zone drainée d'une superficie totale supérieure à 1 ha, et dont le débit de fuite excède 2 L/s/ha,
- la création de toute canalisation d'hydrocarbures ou de produits chimiques dépassant le seuil de déclaration ainsi que le transport d'hydrocarbures et de produits dangereux sur les voies de berges, hormis pour l'alimentation des résidences et des industries riveraines.
- tout rejet dans la Seine d'effluents issus de l'assainissement autonome pour les constructions neuves,
- le camping-caravaning ou les constructions non soumises à permis de construire et utilisées comme habitation, ainsi que les aires de séjour, même temporaires,
- l'utilisation d'engrais, de produits phytosanitaires et autres biocides pour l'entretien des voiries, des berges de la Seine, des voies ferrées, et des espaces verts publics ou privés (désherbage, lutte contre les nuisibles), devra respecter le code des Bonnes Pratiques Agricoles (annexe de l'arrêté du 22 novembre 1993, JO du 5 janvier 1994),
- la création de cimetière
- la création de nouveaux forages, sauf ceux réservés exclusivement au renforcement de l'alimentation en eau potable des collectivités en ce qui concerne la nappe de l'Yprésien.
- Les forages destinés aux sondes géothermiques.
- les puits filtrants pour l'évacuation d'eaux usées traitées. L'épandage d'eaux pluviales est toléré à une profondeur inférieure à 8 mètres.
- L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux usées d'origine domestique sauf s'ils présentent toutes les garanties d'étanchéité.
- L'implantation d'ouvrages de transport d'hydrocarbures liquides ou tout autre produit liquide ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux est interdite
- Les nouveaux rejets provenant d'assainissement collectif
- La création d'étangs, y compris les bassins d'agrément ou paysager

ARTICLE 5 : Prescriptions particulières

La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté, qui devront être annexées au Plan Local d'Urbanisme dans les conditions définies aux articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3 du Code de l'Urbanisme.

Un diagnostic des forages à l'Yprésien devra être mis en œuvre par le pétitionnaire pour préciser l'état des tubages, et contrôler les cimentations. Il sera également procédé à des pompages d'essai (paliers et longue durée) sur chaque forage à l'Yprésien y compris F2, lors de ces pompages d'essai, un suivi qualitatif trimestriel sera mis en œuvre (conductivité, sulfates et nitrates). Les résultats de ces contrôles seront transmis aux services de la police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires.

ARTICLE 6 :

Sont instituées au profit de la Société Eau et Force les servitudes grevant les terrains compris dans le périmètre de protection immédiate définies à l'article 4.

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

| |
|---|
| TITRE II - AUTORISATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT (ARTICLES L.214-1 À L.214-6) |
|---|

ARTICLE 7 :

La Société Eau et Force, également dénommée « le bénéficiaire de l'autorisation », est autorisé au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement, à exploiter les forages F1bis (BSS 02197X0216), F2 (BSS 02197X0146), F3 (BSS 02197X0218), F4bis (BSS 02197X0129), F6 bis (BSS 02197X0130) à l'Yprésien situés sur la commune de VIRY-CHATILLON, dans les conditions détaillées au dossier de demande, sous réserve des prescriptions particulières fixées dans le présent arrêté.

Ces ouvrages sont soumis aux rubriques suivantes du décret nomenclature n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement (codifié au Code de l'Environnement sous l'article R.214-1) :

| Rubrique | Intitulé | Régime | Arrêtés de prescriptions générales |
|----------|--|-------------|---|
| 1.1.1.0. | Sondage, forage (y compris les essais de pompage), création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique (domestique : moins de | Déclaration | Arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, |

| Rubrique | Intitulé | Régime | Arrêtés de prescriptions générales |
|----------|---|--------------|--|
| | 1000 m ³ /an), exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau | | création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0. de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié |
| 1.1.2.0. | Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain, dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieure ou égale à 200 000 m ³ /an | Autorisation | Arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. ou 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié |
| 1.3.1.0. | A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu aux articles L. 214-9 du code de l'environnement, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m ³ /h | Autorisation | Arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. ou 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié |

Le bénéficiaire de l'autorisation sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la police, le mode de distribution ou le partage des eaux.

ARTICLE 9 : Capacité de pompage autorisée pour les forages à l'Yprésien

Les débits maximums d'exploitation autorisés sont les suivants :

- débit de prélèvement maximum en instantané de 210 m³/h (F1bis, F3 et F6bis), 175 m³/h (F2), 250 m³/h (F4bis)
- débit de prélèvement maximum journalier de 25 000 m³/j de pompage,

Conformément aux dispositions de l'article L.214-8 du Code de l'Environnement, les installations devront être pourvues de moyens de mesure ou d'évaluation appropriés permettant de vérifier en permanence les valeurs de débits et volumes prélevés. L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative. Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au Service de la police de

l'eau de l'Essonne.

Toute augmentation de débit devra faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire après avis d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique.

ARTICLE 10 : Conditions de surveillance et d'abandon

Article 10-1 : Surveillance et contrôle

Les ouvrages seront régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine.

Une inspection périodique sera réalisée au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées et les eaux de surface ou celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection portera en particulier, sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvrages, tubages...). Le déclarant adressera au préfet, dans les trois mois suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection.

Tout incident ou accident intéressant une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité autorisée au titre du code de l'environnement par le présent arrêté, et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, doit être déclaré dans les conditions fixées à l'article L.211-5 de ce code.

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés au titre du code de l'environnement par le présent arrêté, dans les conditions fixées par l'article L.216-3 du même code. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution de la présente autorisation.

Article 10-2 : Abandon

En cas d'abandon, il sera procédé au comblement du forage conformément à l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation.

Conformément à l'article R.214-45 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au Préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la demande d'autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation, doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet, dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 11 : Durée de validité de l'autorisation au titre du code de l'environnement

L'autorisation d'exploiter les forages F1bis (BSS 02197X0216), F2 (BSS 02197X0146), F3 (BSS 02197X0218), F4bis (BSS 02197X0129), et F6 bis (BSS 02197X0130) à l'Yprésien situés sur la commune de VIRY-CHATILLON, délivrée au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement, est accordée pour une durée de trente (30) ans à partir de la notification du présent arrêté.

S'il souhaite en obtenir le renouvellement, le bénéficiaire de l'autorisation, devra adresser au préfet, dans un délai de deux ans au plus et de six mois au moins avant la date d'expiration, une demande dans les conditions de forme et de contenu définis à l'article R.214-20 du code de l'environnement.

| |
|---|
| TITRE III - DISPOSITIONS GENERALES |
|---|

ARTICLE 12 :

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, **avant sa réalisation**, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions notamment de l'article R.214-18 du code de l'environnement et des articles R.1321-11 et R.1321-12 du code de la santé publique.

ARTICLE 13 : Notification et Publicité

Le présent arrêté sera notifié sans délai à la Société Eau et Force et aux maires de Draveil (91210), Grigny (91350), Ris-Orangis (91130), et Viry-Châtillon (91170).

Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne et affiché à la mairie de Draveil, Grigny, et Ris-Orangis, et Viry-Châtillon, pendant au moins deux mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les maires et adressé au Préfet.

Une mention de cet affichage sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de la société Eau et Force, dans deux journaux locaux, diffusés dans le département : "Le Parisien - édition Essonne" et "Le Républicain".

Le bénéficiaire des servitudes devra adresser un extrait du présent arrêté à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Les maires de Draveil, Grigny, Ris-Orangis, et Viry-Châtillon conserveront l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrera à toute personne qui le demandera les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les maires de Draveil, Grigny, Ris-Orangis, et Viry-Châtillon devront annexer au Plan Local d'Urbanisme les servitudes afférentes aux périmètres de protection mentionnés à l'article 4 du présent acte. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans un délai de trois mois, le Préfet y procédera d'office.

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, les maires de Draveil, Grigny, Ris-Orangis, et Viry-Châtillon transmettront au Préfet de l'Essonne une note sur l'accomplissement des formalités d'insertion des dispositions de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, Eau et Force transmettra au Préfet de l'Essonne, une note sur l'accomplissement des formalités de notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Les maires de Draveil, Grigny, Ris-Orangis, et Viry-Châtillon devront communiquer à la Direction Départementale des Finances Publiques l'annexe du Plan Local d'Urbanisme consacrée aux servitudes d'utilité publique rattachées à la présente déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 14 :

La Société Eau et Force mettra en oeuvre les servitudes prescrites par le présent arrêté, et devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers de l'eau, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Lesdites indemnités seront fixées par accords amiables entre les parties ou à défaut comme en matière d'expropriation.

ARTICLE 15 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent strictement réservés.

ARTICLE 16 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages (articles L.1324-3 et L.13214-4 du Code de la Santé Publique)

• Non-respect de la déclaration d'utilité publique

En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

• Dégradation, pollution d'ouvrages

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

ARTICLE 17 : Sanctions administratives et pénales (Code de l'Environnement)

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté entraîne les sanctions administratives prévues à l'article L.216-1 du code de l'environnement, les amendes prévues pour les contraventions de 5^{ème} classe de l'article R.216-12 du code de l'environnement, et une amende de 150 000 euros en cas d'obstacle à agent mentionné à l'article L.216-3 du même code.

ARTICLE 18 : Délais et voies de recours (Articles L.214-10, L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES) :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.211-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 19 : Exécution et copies

- le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne,
- la Directrice Départementale des Territoires de l'Essonne,
- le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France,
- le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France,
- le Président du Conseil Général,
- le Directeur de la Société Nationale des Chemins de Fer,
- le Directeur de la Société Eau et Force,
- les Maires de Draveil, Grigny, Ris-Orangis, et Viry-Châtillon,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée pour information à :

- le Bureau de Recherches Géologiques et Minières,
- l'Hydrogéologue Agréé
- l'Agence de l'Eau du Bassin Seine-Normandie,
- la Commission Locale de l'Eau du SAGE Orge-Yvette,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Pascal SANJUAN

Liste des annexes :

- Annexe 1 : Plan parcellaire
- Annexe 2 : Etats parcellaires

ANNEXE 1

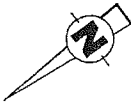


Forages à l'Yprésien
Commune de Viry-Châtillon

PERIMETRES DE PROTECTION

- IMMEDIATE
- RAPPROCHEE

Echelle : 177500



ANNEXE 2

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | | |
|--|-------------------------|-----|--------------------------|--------|---------------|--------------------|---------------------|--|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché | |
| COMMUNE DE DRAVEIL Mairie 97 B boulevard Henri Barbusse 91210 DRAVEIL SIREN : 219 102 019 <i>Origine de Propriété</i> AY 2 - AY 9 Acquisition, acte administratif de la Mairie de Draveil du 29/11/1977 Publié le 12/12/1977 - Vol. 3199 n° 15 AY 6 - AY 10 - AY 12 Acquisition, acte administratif (Mairie de Draveil) du 30/05/1979 Publié le 31/05/1979 - Vol. 3850 n° 17 AY 13 - AY 15 Acquisition, acte administratif (Préfecture de l'Essonne) du 10/09/1975 Publié le 09/12/1975 - Vol. 2187 n° 5 | AY | 2 | Rue Ferdinand Buisson | S | 0 ha 13 a 27 | | 0 ha 13 a 27 | |
| | AY | 6 | La Plai | AG | 4 ha 34 a 60 | | 4 ha 34 a 60 | |
| | AY | 9 | L'Ile de Loge | T02 | 0 ha 49 a 96 | | 0 ha 49 a 96 | |
| | AY | 10 | L'Ile de Loge | L01 | 3 ha 75 a 70 | | 3 ha 75 a 70 | |
| | AY | 12 | L'Ile de Loge | T01 | 0 ha 73 a 01 | | 0 ha 73 a 01 | |
| | AY | 13 | 59 rue Ferdinand Buisson | S | 2 ha 93 a 00 | | 2 ha 93 a 00 | |
| | AY | 15 | L'Ile de Loge | S | 0 ha 29 a 93 | | 0 ha 29 a 93 | |
| | AY | 16 | 55 rue Ferdinand Buisson | S-T01 | 20 ha 76 a 86 | | 20 ha 76 a 86 | |
| | AZ | 172 | Les Ormes de Mazières | E01 | 0 ha 14 a 85 | | 0 ha 14 a 85 | |
| | AZ | 174 | Les Ormes de Mazières | L01 | 0 ha 13 a 40 | | 0 ha 13 a 40 | |
| | | | | | | | | |

1/2

1

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|----------|--------|---------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| AY 16 Attestation rectificative à la vente publiée le 12/12/1977 - Vol. 3199 n° 15 acte administratif (Mairie de Draveil) du 02/04/1980 Publié le 14/05/1980 - Vol. 4281 n° 9 AZ 172 - AZ 174 Echange, acte de Me VINCENT du 12/01/2007 Publié le 21/02/2007 - Vol. 2007 P n° 1739 | | | | | | | |

2/2

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|------------------------------|------------------|---------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| ASSISTANCE PUBLIQUE A PARIS Siège social : 3 avenue Victoria 75004 PARIS SIREN : 267 500 452 <i>Ecrire à :</i> ADMINISTRATION GENERALE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE 3 avenue Victoria 75004 PARIS <i>Origine de Propriété</i> Origine antérieure à 1956 | AY | 3 | Chemin du Bac de Ris | L01-T02 | 21 ha 18 a 50 | | 21 ha 18 a 50 |
| | AY | 4 | Chemin du Bac de Ris | T02-L01 T03 | 10 ha 25 a 40 | | 10 ha 25 a 40 |
| | AY | 5 | La Plai | L01 | 0 ha 00 a 24 | | 0 ha 00 a 24 |
| | AY | 7 | 9033 rue du Port aux Malades | E01-L01 T02-S | 1 ha 22 a 74 | | 1 ha 22 a 74 |
| | AY | 8 | La Plai | S | 0 ha 06 a 40 | | 0 ha 06 a 40 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|---------------|---------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE SOGEMAC HABITAT (Société de Gestion de Maintenance d'Aménagement et de Construction) Siège social : BP 462 6 rond-point des Condamnés 78000 VERSAILLES SIREN : 775 708 647 <i>Origine de Propriété</i> Origine antérieure à 1956 | AY | 11 | L'Ile de Loge | T03-L01 | 1 ha 12 a 40 | | 1 ha 12 a 40 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|--------------------------|--------------------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| SOCIETE IMMOBILIERE DU CENTRE SPORTIF DE L'ORME DES MAZIERES (SICSOM) (Société Civile Particulière) Siège social : 6 rue du Port aux Dames 91210 DRAVEIL SIREN : 442 450 144 Ecrire à : Mr LOZANO Jean-Paul 6 rue du Port aux Dames 91210 DRAVEIL <i>Origine de Propriété</i> Origine antérieure à 1956 | AZ | 4 | Rue du Port aux Dames | L01-T02-S | 6 ha 13 a 20 | | 0 ha 95 a 65 |
| | AZ | 5 | Les Ormes de Mazières | E01 | 2 ha 39 a 10 | | 2 ha 39 a 10 |
| | AZ | 6 | Les Ormes de Mazières | BS03-L01 | 1 ha 33 a 30 | | 1 ha 33 a 30 |
| | AZ | 7 | Les Ormes de Mazières | BS03-L01 | 0 ha 40 a 90 | | 0 ha 40 a 90 |
| | AZ | 32 | 65 rue Ferdinand Buisson | L01-AB03 BS03-S | 2 ha 17 a 40 | | 2 ha 17 a 40 |
| | AZ | 33 | Les Ormes de Mazières | E01 | 2 ha 49 a 40 | | 2 ha 49 a 40 |
| | AZ | 34 | Les Ormes de Mazières | L01-BS03 | 0 ha 16 a 00 | | 0 ha 16 a 00 |
| | AZ | 35 | Les Ormes de Mazières | T01-L01 | 5 ha 69 a 60 | | 5 ha 69 a 60 |
| | AZ | 37 | Les Ormes de Mazières | AG03-T01 L01-S | 3 ha 40 a 30 | | 3 ha 40 a 30 |
| | AZ | 38 | Les Ormes de Mazières | E01 | 3 ha 34 a 20 | | 3 ha 34 a 20 |
| | AZ | 39 | Chemin de Contre Halage | T01-L01-S | 4 ha 59 a 60 | | 4 ha 59 a 60 |
| | AZ | 42 | Les Ormes de Mazières | E01 | 4 ha 06 a 80 | | 4 ha 06 a 80 |

1/2

5

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|----------------------------|-------------------------|-----|----------------------------|-----------------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| | AZ | 43 | Les Ormes de Mazières | BS03-L01 | 0 ha 40 a 20 | | 0 ha 40 a 20 |
| | AZ | 44 | Les Ormes de Mazières | L01-T01 | 1 ha 98 a 40 | | 1 ha 98 a 40 |
| | AZ | 45 | Chemin de Contre Halage | L01-AB03 T01 | 0 ha 71 a 50 | | 0 ha 71 a 50 |
| | AZ | 50 | Les Ormes de Mazières | L01 | 0 ha 41 a 90 | | 0 ha 41 a 90 |
| | AZ | 69 | 9034 rue du Port aux Dames | S | 0 ha 39 a 14 | | 0 ha 39 a 14 |
| | AZ | 70 | 9034 rue du Port aux Dames | S | 0 ha 00 a 73 | | 0 ha 00 a 73 |
| | AZ | 130 | Chemin de Contre Halage | AG02-S | 3 ha 91 a 02 | | 3 ha 91 a 02 |
| | AZ | 173 | Les Ormes de Mazières | E01 | 2 ha 88 a 25 | | 2 ha 88 a 25 |
| | AZ | 175 | 9001 les Ormes de Mazières | L01 | 0 ha 34 a 47 | | 0 ha 34 a 47 |
| | AZ | 176 | 9001 les Ormes de Mazières | L01 | 0 ha 00 a 92 | | 0 ha 00 a 92 |

2/2

6

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|----------------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| <p>Mr BEHIER Florent Jacques Célibataire Né le 15/02/1968 à (92) Issy les Moulineaux</p> <p>Mlle MORELLI Sophie Célibataire Née le 09/04/1966 à (75) Paris 12^{ème}</p> <p>106bis quai aux Dames 91210 DRAVEIL</p> <p><i>Origine de Propriété</i></p> <p>Acquisition, acte de Me VINCENT du 16/01/2004 Publié le 12/03/2004 - Vol. 2004 P n° 2235 (chacun pour moitié indivise)</p> | AZ | 71 | 9034 rue du Port aux Dames | S | 0 ha 03 a 70 | | 0 ha 03 a 70 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|------------------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| <p>Mr ROUILLE Franck Epoux BONNICHON Stevense Jacqueline Né le 09/11/1970 à (21) Dijon</p> <p>Mme ROUILLE Franck Née BONNICHON Stevense Jacqueline le 15/05/1973 à (91) Corbeil Essonnes</p> <p>106 A quai du Port aux Dames 91210 DRAVEIL</p> <p><i>Origine de Propriété</i></p> <p>Acquisition, acte de Me SADELER du 15/09/2009 Publié le 01/10/2009 - Vol. 2009 P n° 6537</p> | AZ | 77 | 106 A quai du Port aux Dames | S | 0 ha 02 a 21 | | 0 ha 02 a 21 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|----------------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| Mlle SIFFRE Laurence Célibataire Née le 28/06/1969 à (31) Toulouse 106 quai du Port aux Dames 91210 DRAVEIL <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me BERTRAND du 10/01/2008 Publié le 14/02/2008 - Vol. 2008 P n° 1289 | AZ | 78 | 106 quai du Port aux Dames | S | 0 ha 01 a 20 | | 0 ha 01 a 20 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|-----|--------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT Boulevard de France 91000 EVRY <i>Propriétaire</i> AGENCE FONCIERE ET TECHNIQUE DE LA REGION PARISIENNE (EPIC) Siège social : 195 rue de Bercy 75012 PARIS SIREN : 642 036 941 <i>Gérant, mandataire, gestionnaire</i> <i>Origine de Propriété</i> AA 43 - AA 82 - AB 8 - AB 9 - AB 29 - AB 105 Origine antérieure à 1956 | AA | 43 | Les Noues de Seine | CH | 0 ha 12 a 75 | | 0 ha 12 a 75 |
| | AA | 82 | Chemin du Port | S | 0 ha 35 a 27 | | 0 ha 35 a 27 |
| | AB | 6 | La Plai Basse | T | 0 ha 02 a 92 | | 0 ha 02 a 92 |
| | AB | 8 | La Plai Basse | S | 0 ha 07 a 83 | | 0 ha 07 a 83 |
| | AB | 9 | La Plai Basse | S | 0 ha 07 a 00 | | 0 ha 07 a 00 |
| | AB | 28 | La Plai Basse | CH | 0 ha 03 a 59 | | 0 ha 03 a 59 |
| | AB | 29 | La Plai Basse | CH | 0 ha 00 a 79 | | 0 ha 00 a 79 |
| | AB | 105 | La Plai Basse | S | 0 ha 16 a 73 | | 0 ha 16 a 73 |
| 1/2 | | | | | | | |

EP_F0000004

1

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|----------|--------|---------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| AB 6 - AB 28 Expropriation, acte administratif du Tribunal de Grande Instance d'Evry du 14/05/1982 Publié le 11/02/1983 - Vol. 5257 n° 6 | | | | | | | |
| 2/2 | | | | | | | |

2

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|-----|--------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| ANTARGAZ (Société Anonyme) Siège social : Les Renardières 3 place de Saverne 92400 COURBEVOIE SIREN : 572 126 043 <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me PERINNE du 23/12/1999 Publié le 25/01/2001 - Vol. 2001 P n° 623 | AB | 114 | 1 G Chemin du Port | S | 0 ha 48 a 07 | | 0 ha 48 a 07 |
| | AB | 115 | La Plai Basse | S | 0 ha 11 a 53 | | 0 ha 11 a 53 |

EP_Forage.xls

3

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|-----|--------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| COMPAGNIE INDUSTRIELLE MARITIME (Société en Nom Collectif) Siège social : 29 rue Cambacères 75008 PARIS SIREN : 390 982 635 <i>Origine de Propriété</i> • Acquisition sous condition suspensive et réalisation de la condition suspensive, acte de Mes LETULLE et TRIMOULET du 21/12/1961 Publié le 26/03/1962 - Vol. 10761 n° 3 • Etat descriptif de division, acte de Me LETULLE du 14/09/1966 Publié le 01/10/1966 - Vol. 13228 n° 6 Lots 1 et 2 • Modificatif de l'état descriptif de division, acte de Me LETULLE-JOLY du 11/07/1978 Publié le 18/07/1978 - Vol. 3280 n° 13 Le lot 2 est supprimé et remplacé par les lots 3 et 4 | AB | 10 | 1 A Chemin du Port | T01 | 0 ha 51 a 49 | | 0 ha 51 a 49 |
| | AB | 11 | La Plai Basse | E02 | 0 ha 98 a 15 | | 0 ha 98 a 15 |
| | AB | 106 | 1 C Chemin du Port | S | 0 ha 18 a 40 | | 0 ha 18 a 40 |
| | AB | 107 | La Plai Basse | S | 8 ha 49 a 62 | | 8 ha 49 a 62 |

1/2

4

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|----------|--------|---------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| <ul style="list-style-type: none"> • Acquisition, acte de Me VENOT du 16/04/1964 Publié le 05/06/1964 - Vol. 11846 n° 18 • Acquisition, acte de Me VENOT du 06/04/1964 Publié le 19/06/1964 - Vol. 11871 n° 5 | | | | | | | |
| 2/2 | | | | | | | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|--------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| FAYAT (Société Anonyme) Siège social : 137 rue du Palais Gallien 33000 BORDEAUX SIREN : 595 750 589 <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Règlement de copropriété et état descriptif de division par la SCI DROUT INDUSTRIE, acte de Me CHARDON du 21/07/1975 Publié le 15/09/1975 - Vol. 2096 n° 12 56 lots numérotés de 1 à 56 • Acquisition, acte de Me HUEL du 06/03/2008 Publié le 28/03/2008 - Vol. 2008 P n° 2229 | AA | 47 | Rue Gustave Eiffel | S | 0 ha 29 a 91 | | 0 ha 29 a 91 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|----------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| FAYAT-GENEST (Société par Actions Simplifiée) Siège social : 20 avenue du Général de Gaulle 91170 VIRY-CHATILLON SIREN : 397 983 784 <i>Origine de Propriété</i> • Acquisition sous condition suspensive, acte de Me HEVEL du 08/03/1995 Publié le 02/08/1996 - Vol. 1996 P n° 4261 • Réalisation de la condition suspensive, acte de Me HEVEL du 17/07/1996 Publié le 02/08/1996 - Vol. 1996 P n° 4262 | AA | 54 | Rue Gustave Eiffel | T02 | 1 ha 12 a 84 | | 1 ha 12 a 84 |
| | AA | 55 | 8 rue Gustave Eiffel | S | 1 ha 55 a 87 | | 1 ha 55 a 87 |
| | AA | 56 | Rue Gustave Eiffel | S | 3 ha 64 a 98 | | 3 ha 64 a 98 |
| | AA | 59 | Chemin du Port | S | 0 ha 49 a 13 | | 0 ha 49 a 13 |

EP_F0000004

9

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|--------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| FRANKI FONDATION (Société par Actions Simplifiée) Siège social : 9 rue Gustave Eiffel 91350 GRIGNY SIREN : 418 201 281 <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me HEVEL du 13/01/2005 Publié le 02/02/2005 - Vol. 2005 P n° 979 et reprise pour ordre le 13/01/2005 Publiée le 15/02/2005 - Vol. 2005 D n° 2649 | AA | 48 | Rue Gustave Eiffel | S | 0 ha 16 a 61 | | 0 ha 16 a 61 |
| | AA | 49 | Rue Gustave Eiffel | S | 0 ha 99 a 44 | | 0 ha 99 a 44 |
| | AA | 50 | Rue Gustave Eiffel | S | 0 ha 08 a 57 | | 0 ha 08 a 57 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|-----|--------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| GROUPEMENT DES ENROBES DE L'ESSONNE (Groupement d'Intérêt Economique) Siège social : ZI de la Plaine Basse Chemin du Port 91350 GRIGNY SIREN : 315 883 769 <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me MARECHAL du 22/10/2001 Publié le 07/12/2001 - Vol. 2001 P n° 8625 | AB | 108 | La Plai Basse | S | 0 ha 56 a 44 | | 0 ha 56 a 44 |
| | AB | 111 | 1 D Chemin du Port | S | 1 ha 38 a 20 | | 1 ha 38 a 20 |
| | AB | 112 | La Plai Basse | S | 0 ha 86 a 24 | | 0 ha 86 a 24 |
| | AB | 116 | La Plai Basse | AB01 | 1 ha 18 a 37 | | 1 ha 18 a 37 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|---------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| SCI JLMH (Société Civile Immobilière) Siège social : 23bis rue du Château Gaillard 91560 CROSNE SIREN : 379 124 944 <i>Ecrire à :</i> Mr HARDOUIN Jean-Louis 23bis rue du Château Gaillard 91560 CROSNE <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me BAUDY du 09/12/2002 Publié le 27/01/2003 - Vol. 2003 P n° 591 et reprise pour ordre le 09/12/2002 Publiée le 23/04/2003 - Vol. 2003 D n° 6121 | AA | 58 | 9003 Chemin du Port | S | 0 ha 49 a 30 | | 0 ha 49 a 30 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|----------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| SCI VIRY GRIGNY (Société Civile Immobilière) Siège social : 36 avenue Hoche 75008 PARIS SIREN : 518 260 450 Ecrire à : Mme SFEZ Née COMTE Caroline 36 avenue Hoche 75008 PARIS <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me BURTHE-MIQUE du 23/12/2009 Publié le 04/02/2010 - Vol. 2010 P n° 924 | AA | 53 | Rue Gustave Eiffel | S | 0 ha 33 a 91 | | 0 ha 33 a 91 |
| | AA | 83 | 5 rue Gustave Eiffel | S | 0 ha 31 a 64 | | 0 ha 31 a 64 |

EP_F0000000

13

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|----------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| SI DU 76 BOULEVARD ROBERT SCHUMAN LIVRY GARGAN (Société en Nom Collectif) Siège social : SCHUMAN CO EUROVIA MANAGEMENT 92 boulevard Victor Hugo 92115 CLICHY CEDEX SIREN : 320 328 172 <i>Origine de Propriété</i> AA 52 - AA 77 - AA 79 Acquisition, acte de Me LECOUTOUR du 05/11/1997 Publié le 10/12/1997 - Vol. 1997 P n° 7106 AA 84 Acquisition, acte de Me GAUDRY du 24/07/2001 Publié le 31/08/2001 - Vol. 2001 P n° 5916 | AA | 52 | Rue Gustave Eiffel | T02 | 0 ha 07 a 30 | | 0 ha 07 a 30 |
| | AA | 77 | 7 rue Gustave Eiffel | S | 0 ha 77 a 96 | | 0 ha 77 a 96 |
| | AA | 79 | 9 rue Gustave Eiffel | S | 0 ha 02 a 08 | | 0 ha 02 a 08 |
| | AA | 84 | 5 rue Gustave Eiffel | S | 0 ha 19 a 90 | | 0 ha 19 a 90 |

14

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|--------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| S.N.C.F. Siège social : 34 rue du Commandant René Mouchotte 75014 PARIS SIREN : 552 049 447 S.N.C.F. Direction Financière Division Applications Fiscales 45 rue de Londres 75379 PARIS CEDEX 08 <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte administratif (Préfecture de l'Essonne) du 15/04 et du 11/06/1982 Publié le 02/08 et le 25/10/1982 - Vol. 5031 n° 5 | AA | 44 | Chemin du Port | CH01 | 0 ha 00 a 18 | | 0 ha 00 a 18 |
| | AA | 45 | Rue Gustave Eiffel | CH01 | 0 ha 02 a 97 | | 0 ha 02 a 97 |
| | AB | 7 | La Plai Basse | CH01 | 0 ha 35 a 19 | | 0 ha 35 a 19 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| SOCIETE DES TRANSPORTS PETROLIERS PAR PIPELINE (TRAPIL) (Société Anonyme) Siège social : 7-9 rue des Frères Morane 75015 PARIS SIREN : 572 086 213 <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me LONQUEST du 19/02/1976 Publié le 08/03/1976 - Vol. 2294 n° 2 | AB | 13 | 1 Chemin du Port | S | 0 ha 35 a 52 | | 0 ha 35 a 52 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|-----|--------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| SOUFFLET AGRICULTURE (Société par Actions Simplifiée) Siège social : Quai du Général Sarraill 10400 NOGENT SUR SEINE SIREN : 706 980 182 <i>Origine de Propriété</i> Apport suite à fusion absorption, acte de Me VAN GOETSENHOVEN du 19/12/2006 Publié le 05/03/2007 - Vol. 2007 P n° 1572 | AB | 14 | 1 F Chemin du Port | S | 1 ha 34 a 78 | | 1 ha 34 a 78 |
| | AB | 109 | La Plai Basse | S | 0 ha 21 a 20 | | 0 ha 21 a 20 |
| | AB | 113 | La Plai Basse | S | 0 ha 25 a 21 | | 0 ha 25 a 21 |
| | AB | 117 | La Plai Basse | AB01 | 0 ha 42 a 83 | | 0 ha 42 a 83 |

EP_Ferme_n

17

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|----------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| Mr CARNEVALI Patrice Epoux ROUGE Geneviève Né le 10/06/1948 à (91) Morangis Mme CARNEVALI Patrice Née ROUGE Geneviève le 29/08/1955 en Algérie 2 Chemin du Port 91350 GRIGNY <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me PERRIN du 27/03/1998 Publié le 07/04/1998 - Vol. 1998 P n° 2161 | AA | 60 | Chemin du Port | S-J01 | 0 ha 12 a 09 | | 0 ha 12 a 09 |

18

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|-----|----------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| DEPARTEMENT DE L'ESSONNE Hôtel du Département Boulevard de France 91012 EVRY CEDEX SIREN : 229 102 280 <i>Origine de Propriété</i> AD 334 - AD 388 Origine antérieure à 1956 AD 490 Acquisition, acte administratif du Président du Conseil Général du département de l'Essonne du 03/05/2000 Publié le 07/06/2000 - Vol. 2000 P n° 4158 AD 491 Acquisition, acte administratif de la Préfecture de l'Essonne du 17/01/2000 Publié le 02/08/2000 - Vol. 2000 P n° 5754 | AD | 334 | Chemin de Halage | L | 0 ha 01 a 01 | | 0 ha 01 a 01 |
| | AD | 388 | Rue Edmond Bonte | L | 0 ha 04 a 33 | | 0 ha 04 a 33 |
| | AD | 490 | 6 T rue Edmond Bonte | S | 0 ha 06 a 07 | | 0 ha 06 a 07 |
| | AD | 491 | 6 B rue Edmond Bonte | S | 0 ha 07 a 46 | | 0 ha 07 a 46 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|----------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| ETAT 75008 PARIS <i>Propriétaire</i> SERVICE DE NAVIGATION DE LA SEINE 26 quai Hippolyte Rossignol 77000 MELUN <i>Gérant, mandataire, gestionnaire</i> <i>Origine de Propriété</i> Origine antérieure à 1956 | AD | 1 | Quartier de la Borde | L | 0 ha 10 a 47 | | 0 ha 04 a 82 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| ANTARGAZ (Société Anonyme) Siège social : Les Renardières 3 place de Saverne 92400 COURBEVOIE SIREN : 572 126 043 <i>Origine de Propriété</i> Origine antérieure à 1956 | AC | 72 | La Vallée de Ris | S | 2 ha 89 a 34 | | 2 ha 89 a 34 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|-----|-----------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| EUROPE CONSEILS (Société à Responsabilité Limitée) Siège social : 21 Galerie des Variétés 75002 PARIS 02 SIREN : 480 062 892 <i>Origine de Propriété</i> AD 6 - AD 333 - AD 387 Etat descriptif de division, acte de Me ROUSSEAU du 03/08/1978 Publié le 20/09/1978 - Vol. 3551 n° 2 Division en 2 lots numérotés 1 et 2 Totalité Acquisition, acte de Me CODRON du 20/01/2005 Publié le 03/03/2005 - Vol. 2005 P n° 1934 | AD | 6 | Quartier de la Borde | AG02 | 0 ha 21 a 44 | | 0 ha 21 a 44 |
| | AD | 10 | Rue Edmond Bonté | J02 | 0 ha 16 a 42 | | 0 ha 16 a 42 |
| | AD | 333 | 9001 rue Edmond Bonté | L01 | 0 ha 12 a 45 | | 0 ha 12 a 45 |
| | AD | 387 | Rue Edmond Bonté | AG02-S | 0 ha 48 a 49 | | 0 ha 48 a 49 |
| | AD | 611 | 4 rue Edmond Bonté | S-AG02 | 0 ha 18 a 55 | | 0 ha 18 a 55 |
| | AD | 624 | Rue Edmond Bonté | AG02 | 0 ha 10 a 11 | | 0 ha 10 a 11 |
| | AD | 629 | Rue Edmond Bonté | S | 0 ha 22 a 19 | | 0 ha 22 a 19 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|-----|------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| EUROPE CONSEILS (Société à Responsabilité Limitée) Siège social : 21 Galerie des Variétés 75002 PARIS SIREN : 480 062 892 LES COPROPRIETAIRES <i>Rue Edmond Bonté</i> <i>91130 RIS ORANGIS</i> Origine de Propriété AD 623 - AD 626 - AD 630 Etat descriptif de division et règlement de copropriété, acte de Me CODRON du 24/11/2005 Publié le 23/01/2006 - Vol. 2006 P n° 717 et reprise pour ordre du 24/11/2005 Publiée le 28/03/2006 - Vol. 2006 D n° 6160 <i>division en 164 lots numérotés de 2001 à 2163</i> | AD | 623 | Rue Edmond Bonté | S | 0 ha 34 a 19 | | 0 ha 34 a 19 |
| | AD | 626 | Le Village | S | 0 ha 00 a 30 | | 0 ha 00 a 30 |
| | AD | 628 | Rue Edmond Bonté | S | 0 ha 38 a 83 | | 0 ha 38 a 83 |
| | AD | 630 | Rue Edmond Bonté | S | 0 ha 00 a 03 | | 0 ha 00 a 03 |
| 1/2 | | | | | | | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|----------|--------|---------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| AD 628 Etat descriptif de division, acte de Me CODRON du 24/11/2005 Publié le 23/01/2006 - Vol. 2006 P n° 716 <i>Division en 3 lots numérotés 1, 2 et 3</i> Totalité Acquisition, acte de Me CODRON du 20/01/2005 Publié le 03/03/2005 - Vol. 2005 P n° 1934 | | | | | | | |
| 2/2 | | | | | | | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| GROUPEMENT DES ENROBES DE L'ESSONNE (Groupement d'Intérêt Economique) Siège social : ZI de la Plaine Basse Chemin du Port 91350 GRIGNY SIREN : 315 883 769 <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me MARECHAL du 22/10/2001 Publié le 07/12/2001 - Vol. 2001 P n° 9358 | AC | 73 | La Vallée de Ris | S | 0 ha 11 a 64 | | 0 ha 11 a 64 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|-----|------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| SARL FRB (Société à Responsabilité Limitée) Siège social : 19/21 Galerie des Variétés 75002 PARIS SIREN : 494 571 862 <i>Origine de Propriété</i> • Acquisition, acte de Me BURIAS du 31/10/2007 Publié le 12/12/2007 - Vol. 2007 P n° 10384 • Etat descriptif de division et règlement de copropriété, acte de Me BEN-HAMOU du 14/12/2007 Publié le 22/02/2008 - Vol. 2008 P n° 1561 Division en 19 lots numérotés de 1 à 17, 50 et 51 | AD | 625 | Le Village | S | 0 ha 54 a 31 | | 0 ha 54 a 31 |
| | AD | 627 | Rue Edmond Bonté | S | 0 ha 83 a 92 | | 0 ha 83 a 92 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|-----|----------------------|--------|---------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| RIS (Société en Nom Collectif) Siège social : 38 avenue Hoche 75008 PARIS SIREN : 434 507 505 Ecrire à : SOGEROS SNC 38 avenue Hoche 75008 PARIS <i>Origine de Propriété</i> AC 26 - AC 27 - AC 28 - AC 29 - AC 31 (Lots 1 et 2) AC 32 - AC 42 - AD 328 - AD 360 - AD 361 Acquisition, acte de Me LEJEUNE du 05/03/2001 Publié le 11/04/2001 - Vol. 2001 P n° 2785 | AC | 26 | 9002 rue Mac Cormick | BT03 | 0 ha 21 a 92 | | 0 ha 21 a 92 |
| | AC | 27 | La Vallée de Ris | E02 | 1 ha 98 a 59 | | 1 ha 98 a 59 |
| | AC | 28 | La Vallée de Ris | BT03 | 0 ha 71 a 85 | | 0 ha 71 a 85 |
| | AC | 29 | La Vallée de Ris | T03 | 0 ha 81 a 82 | | 0 ha 81 a 82 |
| | AC | 31 | La Vallée de Ris | J02 | 0 ha 25 a 35 | | 0 ha 25 a 35 |
| | AC | 32 | La Vallée de Ris | AG02 | 0 ha 21 a 85 | | 0 ha 21 a 85 |
| | AC | 42 | La Vallée de Ris | T03 | 10 ha 38 a 96 | | 10 ha 38 a 96 |
| | AC | 74 | La Vallée de Ris | S | 5 ha 51 a 88 | | 5 ha 51 a 88 |
| | AC | 75 | La Vallée de Ris | S | 0 ha 00 a 24 | | 0 ha 00 a 24 |
| | AD | 328 | Rue Edmond Bonté | S | 0 ha 49 a 64 | | 0 ha 49 a 64 |
| | AD | 360 | Le Village | S | 0 ha 00 a 09 | | 0 ha 00 a 09 |
| | AD | 361 | Le Village | S | 0 ha 02 a 41 | | 0 ha 02 a 41 |

1/2

9

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|----------|--------|---------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| AC 26 - AC 27 - AC 28 - AC 29 - AC 32 - AC 42 AD 328 - AD 360 - AD 361 Lots 1 et 2 de : AC 31 - AC 74 - AC 75 • Dépôt de pièce acte de Me JACQUIN du 19/06/2008 Publié le 23/06/2008 - Vol. 2008 P n° 4818 • Attestation rectificative de la formalité publiée ci-dessus, acte de Me JACQUIN du 04/07/2008 Publié le 16/07/2008 - Vol. 2008 P n° 5490 Attestation rectifiant l'assise de la copropriété : AC 30 divisée en AC 31, AC 74 et AC 75 AC 30 Etat descriptif de division, acte de Me ROUSSEAU du 03/08/1978 Publié le 20/09/1978 - Vol. 3551 n°2 Division en 2 lots numérotés 1 et 2 | | | | | | | |

2/2

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| SOUFFLET AGRICULTURE (Société par Actions Simplifiée) Siège social : Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE SIREN : 706 980 182 <i>Origine de Propriété</i> Fusion, acte de Me VAN GOETSENHOVEN du 19/12/2006 Publié le 19/02/2007 - Vol. 2007 P n° 1650 | AC | 46 | La Vallée de Ris | T03 | 0 ha 71 a 83 | | 0 ha 71 a 83 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|-----------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| EAU ET FORCE (Société Anonyme) Siège social : 300 rue Paul Vaillant Couturier 92007 NANTÈRE CEDEX SIREN : 542 040 530 <i>Origine de Propriété</i> <i>AR 5 divisée en AR 33, AR 34 et AR 35</i> AR 16 Acquisition, acte de Me DOBBE du 30/09/2005 Publié le 07/11/2005 - Vol. 2005 P n° 8400 Surplus • Traité d'apport partiel, acte de Me OUDOT du 23/06/1998 Publié le 26/05/1999 - Vol. 1999 P n° 3542 • Acte complémentaire au traité d'apport partiel, acte de Me OUDOT Publié le 26/05/1999 - Vol. 1999 P n° 3545 | AR | 16 | 9025 rue de Ris | S | 0 ha 80 a 45 | 2 ha 07 a 85 | 0 ha 80 a 45 |
| | AR | 33 | 26 rue de Ris | S | 2 ha 07 a 85 | | 0 ha 08 a 67 |
| | AR | 34 | 26 rue de Ris | S | 0 ha 08 a 67 | | 0 ha 12 a 50 |
| | AR | 35 | 26 rue de Ris | S | 0 ha 12 a 50 | | |

EIP_Forage_04

i

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|-----------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION LES LACS DE L'ESSONNE Siège social : 52 avenue du Président Kennedy 91170 VIRY-CHATILLON SIREN : 249 100 579 <i>Origine de Propriété</i> • Transfert de siège social et dépôt de pièces, acte de Me PERINELLI du 23/11/2006 Publié le 24/11/2006 - Vol. 2006 P n° 8210 • Acquisition, acte de Me PERINELLI du 08/12/2006 Publié le 11/12/2006 - Vol. 2006 P n° 8601 | AR | 2 | 9011 rue de Ris | S | 0 ha 93 a 87 | | 0 ha 93 a 87 |
| | AR | 3 | 9012 rue de Ris | S | 1 ha 73 a 82 | | 1 ha 73 a 82 |

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|-----------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| COMPTOIR D'ELECTRICITE FRANCO-BELGE (Société par Actions Simplifiée) Siège social : 5 avenue Jules Ferry 92240 MALAKOFF SIREN : 572 186 989 <i>Origine de Propriété</i> Origine antérieure à 1956 | AR | 15 | 9024 rue de Ris | S | 0 ha 27 a 79 | | 0 ha 27 a 79 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|---------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| DDMC (Société à Responsabilité Limitée) Siège social : 15 rue de Ris 91170 VIRY-CHATILLON SIREN : 332 948 405 <i>Ecrire à :</i> Mr DONCHERY François 15 rue de Ris 91170 VIRY-CHATILLON <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me MARTINEZ du 05/03/2001 Publié le 04/05/2001 - Vol. 2001 P n° 2923 | AR | 31 | 15 rue de Ris | S | 0 ha 07 a 19 | | 0 ha 07 a 19 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|-----------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| FAYAT (Société Anonyme) Siège social : 137 rue du Palais Gallien 33000 BORDEAUX SIREN : 595 750 589 <i>Origine de Propriété</i> AR 1 • Règlement de copropriété par la SCIDROUOT INDUSTRIE, acte de Me CHARDON du 21/07/1975 Publié le 15/09/1975 - Vol. 2096 n° 12 56 lots numérotés de 1 à 56 • Acquisition, acte de Me HUEL du 06/03/2008 Publié le 28/03/2008 - Vol. 2008 P n° 2229 AR 11 - AR 12 Acquisition, acte de Me HEVEL du 06/03/2008 Publié le 28/03/2008 - Vol. 2008 P n° 2220 | AR | 1 | 9010 rue de Ris | S | 1 ha 35 a 83 | | 1 ha 35 a 83 |
| | AR | 11 | 9020 rue de Ris | S | 0 ha 66 a 06 | | 0 ha 66 a 06 |
| | AR | 12 | 9021 rue de Ris | S | 0 ha 83 a 47 | | 0 ha 83 a 47 |

EP_Propriete

5

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|-----|----------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| HAB VIRY SEINE (Société Civile Immobilière) Siège social : 49 rue Condorcet 75009 PARIS SIREN : 490 975 604 <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me DUBREUIL du 04/09/2006 Publié le 06/10/2006 - Vol. 2006 P n° 6932 | AP | 159 | 3 rue de Seine | S | 0 ha 48 a 66 | | 0 ha 48 a 66 |

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|-----------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| SCI BRAMART (Société Civile Immobilière) Siège social : 56 rue Henri Barbusse 91200 ATHIS MONS SIREN : 330 730 938 <i>Ecrire à :</i> Mr BRAVO Philippe <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> Acquisition, acte de Me RAMEAU du 02/12/1986 Publié le 09/01/1987 - Vol. 1987 P n° 123 | AR | 13 | 9022 rue de Ris | S | 0 ha 11 a 66 | | 0 ha 11 a 66 |
| | AR | 32 | 17 rue de Ris | S | 0 ha 07 a 31 | | 0 ha 07 a 31 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|-----------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| SCI VIRY GRIGNY (Société Civile Immobilière) Siège social : 36 avenue Hoche 75008 PARIS SIREN : 518 260 450 <i>Ecrire à :</i> Mme SFEZ Née COMTE Caroline 36 avenue Hoche 75008 PARIS <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> Acquisition, acte de Me BURTHE-MIQUE du 23/12/2009 Publié le 04/02/2010 - Vol. 2010 P n° 924 | AR | 10 | 9019 rue de Ris | S | 1 ha 93 a 14 | | 1 ha 93 a 14 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|-----------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| S.N.C.F. Siège social : 34 rue du Commandant René Mouchotte 75014 PARIS SIREN : 552 049 447 S.N.C.F. Direction Financière Division Applications Fiscales 45 rue de Londres 75379 PARIS CEDEX 08 <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> Origine antérieure à 1956 | AR | 6 | 9015 rue de Ris | AB03 | 0 ha 19 a 21 | | 0 ha 19 a 21 |

SP_F0000000

9

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|-----|----------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE GIVERDY (Société Civile Immobilière) Siège social : 3ter chemin du Haut des Brettes 91100 VILLABE SIREN : 443 950 621 <i>Ecrire à :</i> Mr VERTUT Eric 11 rue des Lilas 91270 VIGNEUX SUR SEINE <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Acquisition, acte de Me CHELLY du 28/01/2003 Publié le 21/03/2003 - Vol. 2003 P n° 2234 • Attestation rectificative de la formalité publiée ci-dessus, acte de Me CHELLY du 04/06/2003 Publié le 11/06/2003 - Vol. 2003 P n° 4220 | AP | 160 | 5 rue de Seine | S | 0 ha 17 a 80 | | 0 ha 17 a 80 |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|-------------------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| LES COPROPRIETAIRES RUE DE RIS A VIRY 19 avenue de Messine 75008 PARIS <i>Propriétaire</i> | AP | 60 | 9010 VC quai Alexandre Bouton | S | 0 ha 03 a 97 | | 0 ha 03 a 97 |
| | AP | 61 | 9011 VC quai Alexandre Bouton | S | 0 ha 07 a 56 | | 0 ha 07 a 56 |
| | AP | 62 | 9012 VC quai Alexandre Bouton | S | 0 ha 24 a 00 | | 0 ha 24 a 00 |
| SCI CARNOT CMB (Société Civile Immobilière) Siège social : 6 boulevard de la Libération 93200 SAINT DENIS <i>Syndic de copropriété</i> | AP | 63 | 9010 rue de Ris | S | 0 ha 05 a 74 | | 0 ha 05 a 74 |
| | AP | 64 | 9011 rue de Ris | S | 0 ha 05 a 53 | | 0 ha 05 a 53 |
| | AP | 65 | 9012 rue de Ris | S | 0 ha 11 a 17 | | 0 ha 11 a 17 |
| | AP | 66 | 9013 VC quai Alexandre Bouton | S | 0 ha 03 a 99 | | 0 ha 03 a 99 |
| | AP | 88 | 2 rue de Ris | S | 0 ha 43 a 05 | | 0 ha 43 a 05 |
| • Etat descriptif de division et règlement de copropriété par la SCI de RIS RMB, acte de Me LE BERRE du 31/01/1991 Publié le 06/02/1991 - Vol. 1991 P n° 773 Division en 188 lots numérotés de 1 à 188 <i>Origine de Propriété</i> | AP | 91 | VC quai Alexandre Bouton | S | 0 ha 07 a 20 | | 0 ha 07 a 20 |
| | AR | 8 | 9017 rue de Ris | AG02 | 0 ha 49 a 54 | | 0 ha 49 a 54 |
| 1/2 | | | | | | | |

EP_F0042 08

11

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|----------|--------|---------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| • Dépôt de pièces et additif au règlement de copropriété Vol. 1991 P n° 773 et des ventes Vol. 1991 P n° 2320 et Vol. 1991 P n° 781, acte de Me LE BERRE du 27/06/1991 Publié le 31/07/1991 - Vol. 1991 P n° 4977 AP 60 - AP 61 - AP 62 - AP 63 - AP 64 - AP 65 - AP 66 AP 91 Acquisition, acte de Me LANCELIN du 16/11/1989 Publié le 28/11/1989 - Vol. 1989 P n° 7602 AP 88 Acquisition, acte de Me LANCELIN du 16/11/1989 Publié le 28/11/1989 - Vol. 1989 P n° 7601 AR 8 Acquisition, acte de Me LE BERRE du 16/11/1989 Publié le 01/12/1989 - Vol. 1989 P n° 7703 | | | | | | | |
| 2/2 | | | | | | | |

12

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|-------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| <p>Mr CASES Xavier Bruno Célibataire Né le 26/09/1970 à (93) Livry Gargan</p> <p>Mme SELIER Mathilde Célibataire Née le 01/02/1977 à (89) Tonnerre</p> <p>1 VC quai de Châtillon 91170 VIRY-CHATILLON</p> <p><i>Origine de Propriété</i></p> <p>Acquisition, acte de Me PERINELLI du 21/10/2005 Publié le 06/12/2005 - Vol. 2005 P n° 9139 (chacun pour moitié indivise)</p> | AP | 70 | 9010 rue de Seine | S | 0 ha 00 a 93 | | 0 ha 00 a 93 |

EP_Propriete

13

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|----------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| <p>Mr FODIL Kamel Célibataire Né le 20/03/1966 en Algérie 1 rue de Seine 91170 VIRY-CHATILLON</p> <p><i>Origine de Propriété</i></p> <p>• Acquisition, acte de Me PERINELLI du 12/11/2002 Publié le 07/01/2003 - Vol. 2003 P n° 62</p> <p>• Attestation rectificative de la formalité publiée ci-dessus, acte de Me SAINT PAUL du 24/03/2003 Publié le 31/03/2003 - Vol. 2003 P n° 2474</p> | AP | 87 | 1 rue de Seine | S | 0 ha 21 a 46 | | 0 ha 21 a 46 |

11

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|-----------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| <p>Mr LACHAUD André Pierre Epoux SERGENT Hélène Né le 16/06/1939 à (91) Athis Mons</p> <p>Mme LACHAUD André Pierre Née SERGENT Hélène le 04/10/1948 à</p> <p>Domaine de Tartegout Tartegout Est 41220 LA FERTE SAINT CYR</p> <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> <p>Propre à Monsieur Adjudication, acte du Tribunal de Grande Instance d'Evry du 03/06/1980 Publié le 02/10 et le 19/11/1980 - Vol. 4288 n° 10</p> <p>Communauté Changement de régime matrimonial (adoption de la communauté universelle), acte du 01/04/1987 Publié le 06/05 et le 19/07/1988 - Vol. 1988 P n° 3121</p> | AR | 4 | 9013 rue de Ris | S | 0 ha 25 a 76 | | 0 ha 25 a 76 |

EP_Forage M

15

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|-------------------------------|--------|--------------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| <p>Mr MEUNIER Didier Armand Epoux GROSSET Marie-France Né le 16/05/1942 à (94) Argenteuil</p> <p>Mme MEUNIER Didier Armand Née GROSSET Marie-France le 24/02/1944 à (78) Versailles</p> <p>1 VC quai Alexandre Bouton 91170 VIRY-CHATILLON</p> <p style="text-align: right;"><i>Usufruitiers</i></p> <p>Mme POTTER Simon Née MEUNIER Marion le 23/03/1973 à (78) Versailles 88 Swanwick SOUTHAMPTON FO317 HF Royaume-Uni</p> <p style="text-align: right;"><i>Nue-propiétaire</i></p> | AP | 67 | 9014 VC quai Alexandre Bouton | S | 0 ha 08 a 54 | | 0 ha 08 a 54 |

1/2

16

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|----------|--------|---------|--------------------|---------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché |
| <p><i>Origine de Propriété</i></p> <p>Communauté MEUNIER/GROSSET Acquisition, acte de Me COURTY du 13/04/1983 Publié le 07/06/1983 - Vol. 5402 n° 6</p> <p>Totalité Donation, acte de Me HALATRE du 31/08/2009 Publié le 09/10/2009 - Vol. 2009 P n° 5776</p> | | | | | | | |
| | | | | | | | |

2/2

